

a

FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration – Quatre-vingt-sixième session
Rome, 12-13 décembre 2005

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À LA

RÉPUBLIQUE DU MALAWI

POUR LE

**PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE, DES MOYENS
DE SUBSISTANCE RURAUX ET DE L'IRRIGATION**

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTE DE LA ZONE DU PROJET	iv
RÉSUMÉ DU PRÊT	v
NOTE DE PRÉSENTATION	vi
PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur de la petite agriculture	1
B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Malawi	3
DEUXIÈME PARTIE – LE PROJET	4
A. Zone du projet, groupe cible et raison d'être	4
B. But et objectifs	5
C. Composantes	5
D. Coûts et financement	8
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	10
F. Organisation et gestion	10
G. Justification économique	11
H. Risques	11
I. Impact sur l'environnement	12
J. Aspects novateurs	12
TROISIÈME PARTIE – INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	12
QUATRIÈME PARTIE – RECOMMANDATION	13
ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ	15

APPENDICES

I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II. PREVIOUS IFAD FINANCING IN MALAWI (FINANCEMENTS ANTÉRIEURS DU FIDA AU MALAWI)	2
III. IFAD INFLUENCE ON PROJECT DESIGN (INFLUENCE DU FIDA SUR LA CONCEPTION DU PROJET)	3
IV. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	4
V. FOCAL AREA CRITERIA AND COMMUNITY MOBILISATION PROCESS (CRITÈRES DE SÉLECTION DES ZONES D'INTERVENTION ET PROCESSUS DE MOBILISATION DE LA COMMUNAUTÉ)	7
VI. COSTS AND FINANCING (COÛTS ET FINANCEMENT)	9
VII. FLOW OF FUNDS (FLUX DE FONDS)	11
VIII. ORGANIZATIONAL MANAGEMENT CHART (ORGANIGRAMME)	12

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Kwacha (MWK)
1,00 USD	=	1 300 MWK
1 000 MWK	=	0,00077 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

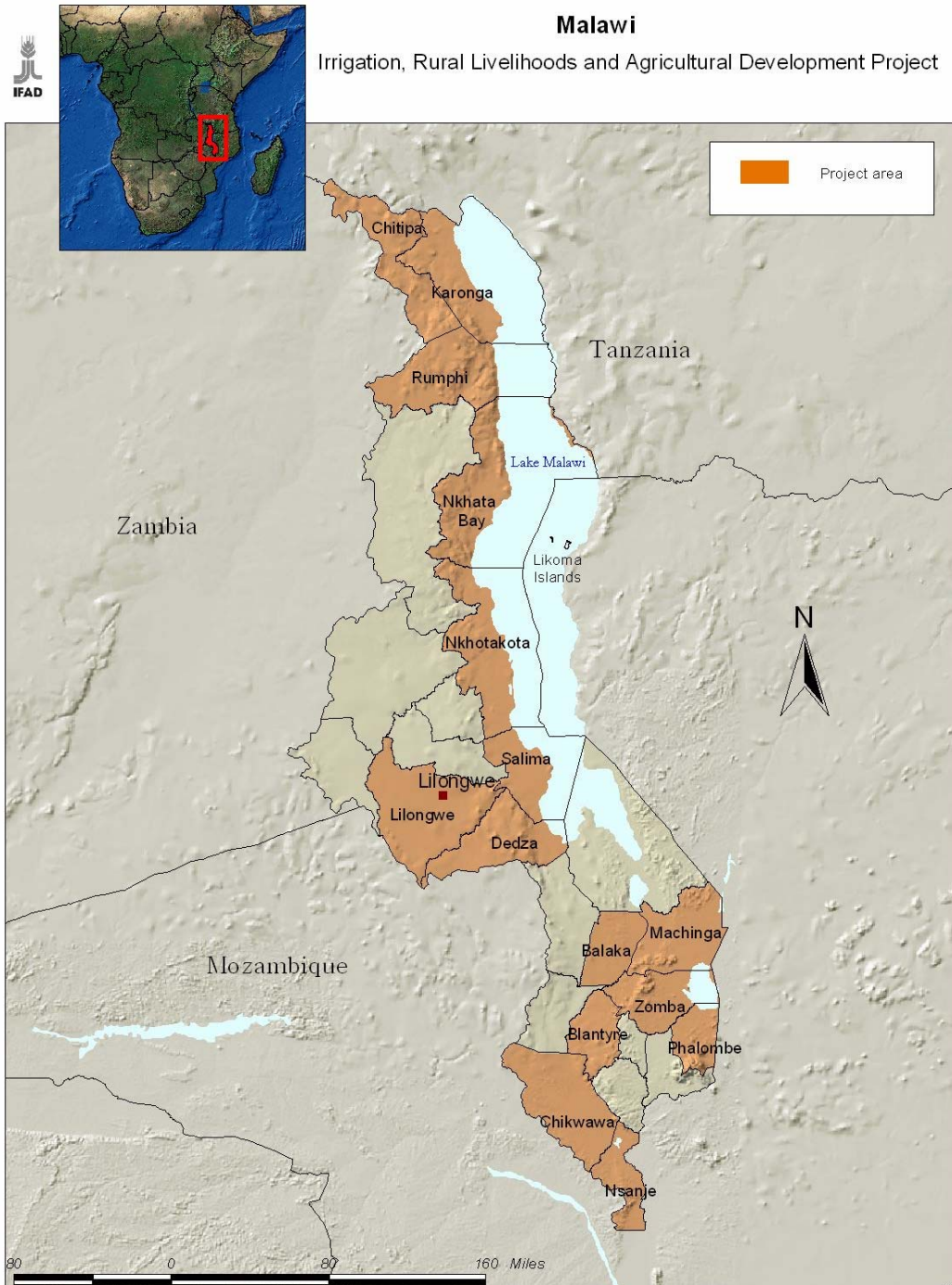
IDA	Association internationale de développement
MASAF	Fonds d'action sociale du Malawi

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU MALAWI

Année budgétaire

1^{er} juillet – 30 juin

CARTE DE LA ZONE DU PROJET



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

RÉPUBLIQUE DU MALAWI

**PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE, DES MOYENS
DE SUBSISTANCE RURAUX ET DE L'IRRIGATION**

RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTION INITIATRICE:	FIDA
EMPRUNTEUR:	République du Malawi
ORGANISME D'EXÉCUTION:	Ministère de l'agriculture
COÛT TOTAL DU PROJET:	52,1 millions de USD
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	5,5 millions de DTS (équivalent approximativement à 8,0 millions de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
COFINANCEUR(S):	Association internationale de développement (IDA)
MONTANT DU COFINANCEMENT:	40,0 millions de USD
CONDITIONS DU COFINANCEMENT:	Don
CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:	2,8 millions de USD
CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:	1,3 million de USD
INSTITUTION CHARGÉE DE LA PRÉÉVALUATION:	Banque mondiale
INSTITUTION COOPÉRANTE:	Banque mondiale

NOTE DE PRÉSENTATION

Le projet. L'objectif du projet proposé est d'accroître durablement la productivité de l'agriculture et les revenus nets des ménages ruraux pauvres du Malawi en leur offrant un module de soutien prévoyant: des programmes de travaux publics communautaires pour la fourniture d'intrants aux ménages pauvres; le développement de l'irrigation; l'offre de services de conseils techniques pour la production agricole, la commercialisation et les actifs après la récolte; et le renforcement des capacités.

Qui sont les bénéficiaires? Le principal groupe cible sera les ruraux pauvres économiquement actifs et les pauvres transitoires. Afin de remédier à la crise alimentaire que connaît le pays, la Banque mondiale, suite à une évaluation, a augmenté son financement de 10 millions de USD pour pouvoir accroître sensiblement la fourniture d'intrants (semences et engrais) aux ménages possédant des parcelles non irriguées. Les bénéficiaires du projet sont donc des paysans pauvres et très pauvres qui cultivent des parcelles non irriguées ainsi que des nouveaux petits exploitants pauvres ayant la capacité de produire un excédent commercialisable à partir de lopins irrigués ou de parcelles familiales et de terres humides saisonnières. Tous les agriculteurs peuvent participer à la protection des bassins hydrographiques, aux activités de collecte de l'eau de pluie, aux activités du fonds pour la fourniture de services aux agriculteurs et l'amélioration des moyens de subsistance en faveur de la vulgarisation et de l'accès aux marchés, ainsi qu'aux programmes de travaux publics communautaires permettant d'obtenir des bons pour l'acquisition de semences et d'engrais, tandis que les agriculteurs ayant accès à des terres dans les périmètres d'irrigation bénéficieront du développement de l'irrigation. Le projet devrait bénéficier à quelque 196 550 ménages (soit environ 827 000 personnes) dans les 11 districts ciblés.

Pourquoi sont-ils pauvres? Les ménages sont pauvres parce qu'ils manquent de ressources, qu'ils n'ont pas la capacité d'exploiter les incitations du marché existantes, que les moyens dont ils disposent pour intensifier leur production sont limités, qu'il leur est difficile d'obtenir des revenus monétaires dans des emplois hors exploitation et qu'ils se heurtent à des obstacles pour commercialiser leur production. En outre, la sécheresse qui a sévi au début de l'année 2005 a compromis les perspectives de récolte.

Que va faire le projet pour eux? L'objectif spécifique du projet est d'accroître durablement la productivité agricole et les revenus nets d'environ 196 550 ménages ruraux pauvres en leur offrant un module de soutien pour le développement communautaire et un meilleur accès à l'eau. À court terme, le projet appuiera un programme de travaux publics communautaires destiné à donner aux ménages des bons pour l'acquisition de semences et d'engrais; à plus long terme, le projet permettra la remise en état des infrastructures d'irrigation de manière à accroître l'intensité de culture, notamment en associant le secteur privé et les bénéficiaires à la mise en place et à l'entretien des équipements et en assurant la fourniture d'enveloppes techniques intégrant des activités de collecte de l'eau de pluie et la protection des bassins hydrographiques afin d'augmenter la productivité agricole des petits exploitants et de diversifier les cultures, en fonction de la demande du marché. Le projet remédiera également, compte tenu de la demande, à l'insuffisance d'informations et d'infrastructures en matière de commercialisation, contribuera à mobiliser les agriculteurs et renforcera les capacités des organisations d'agriculteurs et des agents d'exécution. Les activités du projet seront mises en œuvre sur une période de six ans selon quatre composantes: i) remise en état et développement de l'irrigation; ii) fonds pour la fourniture de services aux agriculteurs et l'amélioration des moyens de subsistance; iii) développement institutionnel; et iv) coordination du projet, suivi et évaluation.

Comment les bénéficiaires vont-ils participer au projet? Le processus de sensibilisation et de mobilisation de la communauté dans les zones d'intervention (choisies en fonction de leur niveau de pauvreté) établira la base de la participation des groupes cibles. Un plan d'action global sera mis au point pour chaque zone d'intervention et les communautés seront réparties en groupes afin de gérer les

investissements qui seront réalisés dans les domaines de l'irrigation, de la protection des bassins hydrographiques, de la collecte de l'eau de pluie et de la conservation des sols. Pour assurer la viabilité à long terme des activités, les associations d'irrigants seront mobilisées et/ou renforcées et seront chargées de la gestion des systèmes d'irrigation mis en place.

Coût du projet et plan de financement. Le projet, d'une durée de six ans, a un coût total de 52,1 millions de USD et sera financé par un prêt du FIDA d'un montant de 8,0 millions de USD (15,4% du total) et par un don de l'Association internationale de développement (IDA) d'un montant de 40,0 millions de USD (76,7% du total). En ce qui concerne les dépenses financées par le FIDA, le Gouvernement du Malawi prendra en charge les taxes et les droits pour un montant de 2,8 millions de USD (5,4%). La contribution des bénéficiaires, sous la forme de travail, de matériel et de numéraire, équivaudra à environ 1,3 million de USD (2,5%).

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À
LA RÉPUBLIQUE DU MALAWI
POUR LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE, DES MOYENS
DE SUBSISTANCE RURAUX ET DE L'IRRIGATION

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République du Malawi d'un montant de 5,5 millions de DTS (équivalant approximativement à 8,0 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables en vue de contribuer au financement du projet de développement de l'agriculture, des moyens de subsistance ruraux et de l'irrigation. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Il sera administré par la Banque mondiale en tant qu'institution coopérante du FIDA.

PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA¹

A. L'économie et le secteur de la petite agriculture

1. **Généralités et pauvreté.** Le Malawi est un petit pays sans littoral situé en Afrique du Sud-Est, frontalier du Mozambique, de la République-Unie de Tanzanie et de la Zambie. Il compte 94 000 km² de terres et 24 000 km² de lacs intérieurs. Sa population, qui est de 12 millions d'habitants, est très jeune puisque 72% des Malawiens ont moins de 25 ans. Le Malawi est l'un des pays les plus densément peuplés d'Afrique (128 habitants au km²) et 86% de ses habitants vivent en milieu rural. L'ampleur de la pauvreté y est un frein au développement et à la croissance, 65% de la population vivant dans la pauvreté avec moins de 1 USD par jour. L'espérance de vie à la naissance est tombée de 46 ans en 1996 à 38 ans en 2002 en raison de la progression de la pauvreté, du VIH/sida, de la malnutrition chronique, de la médiocrité des services de santé et du manque d'eau potable salubre. Le pays se classe désormais 165^e sur 177 en ce qui concerne l'indice de développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement, et 134^e sur 144 pour ce qui est de l'indice sexospécifique du développement.

2. **L'économie.** L'économie est dominée par le secteur agricole, qui représente 85% de l'emploi, de 35 à 45% du PIB et plus de 90% des recettes d'exportation du pays. La croissance est très variable du fait de l'instabilité macroéconomique et de la forte dépendance à l'égard de l'agriculture, frappée à la fois par la sécheresse et les inondations ces dernières années. Depuis que le nouveau gouvernement est entré en fonction en mai 2004, l'optimisme est de mise en ce qui concerne les efforts de lutte contre la corruption, la réforme des politiques et la réduction de la pauvreté. Mais la moyenne des précipitations enregistrée pour la campagne agricole 2004/05 est inférieure à la normale et environ un tiers de la population devrait donc connaître des pénuries alimentaires au second trimestre de 2005.

3. **Assistance des donateurs.** Compte tenu de l'ampleur généralisée de la pauvreté, la base fiscale dont l'État pourrait tirer des recettes est extrêmement limitée, et de fait le Malawi est plus tributaire de l'aide internationale que d'autres pays africains. Les financements extérieurs ont été suspendus à plusieurs reprises pour non-respect des conditions du Fonds monétaire international (FMI). Le Malawi fait l'objet d'un programme du FMI suivi par le personnel et devrait atteindre fin 2006 le point d'achèvement pour bénéficier de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE). Les

¹ Voir les données sur le pays à l'appendice I.

ressources fournies par les donateurs représentent 80% du budget public (contre 52% en Ouganda) et plus de 33% des dépenses récurrentes. Entre 1994 et 2002, l'aide extérieure représentait 14% du PIB chaque année (soit environ 266 millions de USD, se partageant à égalité entre dons et prêts). La communauté des donateurs s'est employée depuis mars 2005 à écarter la menace d'une crise alimentaire au Malawi, et la situation, quoique toujours critique, est sous contrôle.

4. **Pauvreté rurale.** La pauvreté est fortement ancrée dans tout le pays et domine le paysage rural: 65% de la population vit au-dessous du seuil national de pauvreté et plus de 90% des pauvres en milieu rural. On distingue trois groupes de pauvres au Malawi: les pauvres économiquement actifs, en âge de travailler et en bonne santé mais qui manquent d'avoirs productifs; les pauvres transitoires, qui risquent de devenir pauvres à cause d'un choc périodique ou transitoire mais qui ont également la capacité de s'en sortir; et le noyau dur des pauvres qui n'ont aucun moyen d'avoir un revenu ni de remédier à cette situation, en particulier les personnes âgées, les malades, les handicapés et les enfants. Un tiers environ de la population appartient à ce noyau dur qui n'a même pas les moyens de satisfaire à ses besoins essentiels.

5. **Le secteur de la petite agriculture.** Le pays compte entre 2,5 et 3 millions de petites exploitations qui cultivent 2,4 millions d'hectares sous régime foncier communal et génèrent environ 84% de la valeur ajoutée agricole. Étant donné que 67% des ménages ruraux vivent au-dessous du seuil de pauvreté, les divers niveaux de pauvreté qui affectent ces groupes n'ont guère d'importance en termes relatifs puisque même les ménages légèrement mieux lotis couvrent à peine leurs besoins essentiels et sont vulnérables face aux chocs. Il existe un nombre croissant de petits producteurs pauvres qui produisent pour le marché et qui louent à cet effet la terre et la main-d'œuvre de paysans plus démunis contre de l'argent ou des vivres. Les ménages les plus pauvres sont également engagés dans des relations marchandes, à la fois comme vendeurs et comme acheteurs, et sont pour la plupart des acheteurs nets de maïs. Les activités de subsistance et la commercialisation sont des stratégies interdépendantes pour les ménages de petits exploitants, dont la plupart sont considérés comme pauvres.

6. **Irrigation.** Les ménages cultivent généralement une série de lopins dispersés, de sorte que l'irrigation d'une seule petite parcelle peut faire toute la différence pour la sécurité alimentaire familiale. Au total, le potentiel de terres irrigables a été estimé entre 200 000 et 500 000 hectares. Grâce à la dynamique engagée par la loi sur l'irrigation de 2001, il existe des possibilités de lancement d'initiatives locales pour créer de petits réseaux (moins de 50 hectares) et des microréseaux d'irrigation. La collecte de l'eau de pluie, technique relativement nouvelle au Malawi, ouvre des perspectives de distribution d'eau pour la consommation de la population et des animaux, d'irrigation à petite échelle et de cultures maraîchères intensives irriguées par des installations de goutte-à-goutte peu coûteuses. Ces dernières années, le gouvernement s'est engagé à créer de petits systèmes durables d'irrigation dans le cadre d'initiatives locales et à transférer la gestion des réseaux publics aux associations d'irrigants.

B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA

7. Si l'assistance du FIDA² a notablement contribué au développement rural et au développement du secteur de la petite agriculture, l'exécution a été plus lente que prévu et le taux de décaissement des prêts au moment de la clôture des projets était d'environ 80%. Le cadre institutionnel dans les régions rurales du Malawi est faible, entravé par la capacité d'exécution limitée du gouvernement et par la longueur des délais d'exécution. Récemment, le taux élevé de rotation des effectifs parmi les principaux fonctionnaires du gouvernement dû à la pénurie de personnel qualifié, ainsi que l'impact du VIH/sida, ont encore exacerbé le problème.

² Voir les financements antérieurs du FIDA au Malawi à l'appendice II.

8. Les organisations rurales sont peu nombreuses et il faut beaucoup de temps et d'efforts pour créer des institutions véritablement ancrées dans la collectivité qui puissent rassembler les pauvres en vue de les démarginaliser économiquement et socialement. L'adoption d'approches participatives est également relativement nouvelle au Malawi et se heurte au faible niveau général de développement humain dont témoignent des taux d'analphabétisme se situant entre 60 et 80% dans les zones rurales. Étant donné la faiblesse du cadre institutionnel, des efforts importants sont nécessaires à la fois pour mobiliser et pour former les pauvres. L'établissement de partenariats avec des ONG s'est avéré un bon moyen de renforcer les connaissances et les capacités sur le terrain avec les groupes cibles. Le principal enseignement à tirer est que, s'il est parfois difficile de réaliser pleinement des objectifs physiques, la mise en place d'un cadre social et institutionnel adapté est encore plus compliquée et exige beaucoup plus de travail et de temps.

9. Si les précédentes interventions financées par le FIDA comprenaient diverses activités destinées à accroître l'accès à l'eau, le FIDA s'occupe spécifiquement du secteur de l'irrigation au Malawi depuis 1998, avec le Programme de mise en valeur des plaines fluviales en faveur des petits exploitants qui est financé exclusivement par le FIDA et qui doit s'achever en 2006. Au titre de ce programme, de très petites parcelles exploitées par de petits agriculteurs bénéficient de systèmes d'irrigation, qui assurent une marge de sécurité en périodes de faibles précipitations. La réussite la plus remarquable du programme a été la création d'associations d'irrigants pour la gestion des systèmes d'irrigation. Une expérience considérable a été acquise s'agissant de l'enregistrement officiel des associations d'irrigants et de l'approbation par les autorités des droits relatifs à l'utilisation de l'eau, ainsi qu'en ce qui concerne la nécessité de renforcer spécifiquement les capacités des associations d'irrigants en matière de gestion de l'irrigation. Il a fallu beaucoup de temps pour conclure avec une ONG locale des arrangements satisfaisants en matière d'exécution sur le terrain, ce qui s'est avéré être un bon moyen pour mieux cibler les activités d'exécution et de renforcement des capacités sur les agriculteurs pauvres. Si les progrès réalisés jusqu'à présent pour mettre en place le cadre institutionnel nécessaire à la gestion des 11 systèmes d'irrigation peuvent être considérés comme satisfaisants dans le contexte malawien, il est également évident que des efforts importants doivent être faits pour renforcer encore les capacités afin d'assurer la viabilité à long terme de ces nouvelles organisations. Un impact non négligeable sur le développement de l'irrigation à l'échelle du pays pourrait aussi être obtenu si les enseignements dégagés servaient à orienter la politique nationale en matière d'irrigation et étaient institutionnalisés. Le FIDA s'est efforcé de tenir compte de ces leçons en élaborant le projet proposé.

C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Malawi³

10. **Rôle et orientation du FIDA.** Étant donné le montant important de l'assistance fournie sous forme de dons pour aider le noyau dur des pauvres, ainsi que le volume des activités d'assistance du type "filet de sécurité" soutenues par d'autres donateurs, le FIDA ciblera spécifiquement les pauvres aptes et les pauvres transitoires des zones rurales et mettra l'accent sur le développement agricole et d'autres activités connexes afin de promouvoir une politique de croissance économique favorable aux pauvres. Il agira également pour aider à instaurer le cadre institutionnel approprié à tous les niveaux en milieu rural de façon à créer des conditions qui permettent aux communautés rurales de prendre efficacement part au processus de développement décentralisé, et à favoriser l'apparition d'organisations locales fortes grâce auxquelles les ruraux pauvres pourront œuvrer ensemble à l'amélioration de leurs propres conditions de vie.

11. La stratégie du FIDA au Malawi vise à promouvoir des voies de croissance pour les groupes cibles, et notamment: i) à renforcer l'agriculture comme moyen de subsistance principal des nouveaux agriculteurs pauvres et de ceux dont l'activité est en partie commerciale, en intensifiant la production moyennant le développement des compétences de façon à diversifier la production (culture et élevage) et à assurer une gestion rationnelle de l'eau dans les parcelles familiales et sur les terres humides

³ L'exposé des options et stratégies d'intervention du FIDA pour le Malawi a été soumis au Conseil d'administration en septembre 2005 (EB 2005/85/R.16).

saisonniers (*dimba/dambo*), et en améliorant l'accès à des débouchés rentables; ii) à sécuriser et diversifier les moyens de subsistance des agriculteurs marginaux et des ménages vulnérables en les aidant à utiliser de façon optimale leurs maigres ressources pour arriver à une sécurité alimentaire partielle (par exemple, en cultivant leur terre de manière intensive, en cultivant des produits résistant à la sécheresse et nutritifs, en ayant accès à d'autres sources d'eau et en élevant de petits animaux) et à trouver des emplois hors exploitation; et iii) à renforcer les institutions locales et à mettre en valeur les ressources humaines, matérielles et naturelles à l'échelle des ménages et des communautés en appuyant le processus de décentralisation de façon à ce que les initiatives de développement viennent des communautés par le biais des structures d'administration des districts et d'administration locale ainsi que de leurs propres groupes

DEUXIÈME PARTIE – LE PROJET

A. Zone du projet, groupe cible et raison d'être

12. **Zone du projet.** Le projet englobera 11 districts dans tout le pays: Blantyre, Chikwawa, Nsanje, Phalombe et Zomba (au sud); Dedza, Lilongwe et Salima (au centre); et Chitipa, Nkhata Bay et Rumphu (au nord); ainsi que les districts de Balaka, Machinga, Karonga et Nkhotakola qui reçoivent, pour la formation des associations d'irrigants, l'appui du Programme de mise en valeur des plaines fluviales en faveur des petits exploitants. Les critères de sélection des districts étaient: i) l'incidence de la pauvreté dans la zone; ii) le potentiel d'irrigation/les disponibilités en eau; iii) la volonté de la communauté de participer au projet; iv) l'état de préparation technique de la zone; et v) l'absence d'autres donateurs.

13. **Groupe cible.** Conformément à la Stratégie pour la réduction de la pauvreté au Malawi, l'orientation générale du projet consiste à soutenir un développement agricole axé sur la croissance en aidant les ménages d'agriculteurs pauvres "aptes". Les groupes cibles seront les ruraux pauvres économiquement actifs et les pauvres transitoires. Les principaux bénéficiaires seront les exploitants de parcelles familiales et de terres humides saisonnières (*dimba/dambo*), qui profiteront de la remise en état et du développement des systèmes d'irrigation. Le FIDA a élaboré un profil de pauvreté pour un périmètre d'irrigation, d'où il ressort que 30% des ménages sont très pauvres (ils possèdent des terres mais n'utilisent pas d'intrants), 25% sont pauvres (ils possèdent des terres, utilisent peu d'intrants et sont employés dans d'autres exploitations), et 40% possèdent des poulets, des canards et des chèvres mais travaillent quand même pour d'autres exploitants. Les agriculteurs se trouvant dans des zones non irriguées dans les bassins hydrographiques situés aux alentours des systèmes d'irrigation participeront au projet dans le cadre de travaux de protection de l'environnement et d'activités de collecte de l'eau de pluie. Les agriculteurs capables de s'organiser bénéficieront des activités ciblant les groupes.

14. **Raison d'être.** Le développement agricole et l'accroissement de la productivité de la petite agriculture sont considérés comme des facteurs déterminants pour assurer la croissance et améliorer la sécurité alimentaire au Malawi. La forte densité de la population et la demande pressante de terres aggravent la pauvreté rurale et l'insécurité alimentaire des ménages. La grande vulnérabilité face aux chocs climatiques, le recours insuffisant à l'irrigation, des pratiques agricoles inappropriées et le manque d'accès aux intrants et aux marchés sont considérés comme des contraintes, responsables des fluctuations de la productivité de la petite agriculture. Le projet proposé cherche à soutenir la productivité en améliorant l'accès à l'eau des petits exploitants pauvres grâce au développement de l'irrigation tout en fournissant des intrants et en menant des activités qui donnent une valeur ajoutée et améliorent la commercialisation des produits; il s'agit aussi de rétablir la capacité de production des ménages sur les parcelles non irriguées au moyen de programmes de travaux d'utilité collective à haute intensité de main-d'œuvre qui assureront l'apport d'intrants pour la prochaine campagne agricole. Ensemble, ces activités devraient contribuer de façon non négligeable à la réalisation des objectifs du gouvernement en matière de croissance et de sécurité alimentaire.

15. **Justification du cofinancement du FIDA.** Compte tenu des montants globaux relativement limités pouvant être engagés au Malawi au titre du système d'allocation fondé sur la performance (SAFP), la détermination stratégique des possibilités de cofinancement permettra au FIDA d'accroître l'impact de ses propres ressources. En cofinçant ce projet avec l'IDA, le FIDA pourra apporter les connaissances qu'il a acquises dans le cadre de son action au Malawi en ce qui concerne le ciblage des pauvres, la mobilisation de la communauté et la mise en place d'institutions locales. Le FIDA a transmis son expérience particulière s'agissant des bases institutionnelles nécessaires à la constitution des associations d'irrigants et de la trajectoire de développement que ces associations doivent suivre pour pouvoir assumer pleinement leurs responsabilités. De telles connaissances seront utiles pour promouvoir l'adoption d'une approche institutionnelle destinée à appuyer à l'échelle nationale le développement de l'irrigation dans des conditions de marché en faveur des petits exploitants pauvres. Tout aussi utile est l'expérience du FIDA en matière de ciblage par zone d'intervention, approche qui lui permet de choisir comme bénéficiaires de son appui les zones les plus pauvres et les communautés les plus vulnérables et de prendre des mesures pour promouvoir la mobilisation de la communauté⁴.

B. But et objectifs

16. Le but du projet est de réduire la pauvreté en assurant la promotion d'une croissance durable favorable aux pauvres. Les objectifs spécifiques sont les suivants: i) rétablir et accroître durablement la productivité de l'agriculture et les revenus nets des ménages ruraux pauvres en leur offrant un module de soutien pour le développement de l'irrigation et la collecte de l'eau de pluie, tout en fournissant des semences et des engrais à un grand nombre d'exploitants dans les zones non irriguées afin de remédier à la crise alimentaire actuelle; et ii) renforcer les institutions au niveau du pouvoir central et des collectivités locales ainsi que la capacité des agriculteurs et de leurs organisations afin d'assurer un développement durable et une gestion à long terme de l'irrigation⁵.

C. Composantes

17. Le projet proposé comprendra quatre grandes composantes et plusieurs sous-composantes: i) remise en état et développement de l'irrigation; ii) fonds pour la fourniture de services aux agriculteurs et l'amélioration des moyens de subsistance; iii) développement institutionnel; et iv) coordination du projet, suivi et évaluation.

Remise en état et développement de l'irrigation

18. Cette composante appuiera trois activités essentielles:

- i) **La remise en état sélective et le développement de petits aménagements d'irrigation**, notamment: a) la remise en état de quatre petits ouvrages publics d'irrigation par gravité couvrant environ 1 800 hectares et le transfert progressif de la gestion de ces ouvrages aux petits exploitants bénéficiaires; et b) la mise en place, en fonction de la demande, de nouveaux petits ouvrages et mini-réseaux d'irrigation sur environ 840 hectares, selon des critères d'admissibilité et de sélection déterminés. Les agriculteurs bénéficiant de ces ouvrages assumeront environ 15% du coût au moyen de contributions non monétaires.

- ii) **La remise en état de petits réservoirs d'irrigation existants**, avec notamment l'achèvement de la remise en état de plusieurs petits réservoirs sur les terres humides saisonnières d'altitude (*dambo*s), sur environ 175 hectares. Les relevés et les plans nécessaires pour la plupart des sites concernés ont déjà été effectués.

⁴ Voir la manière dont le FIDA a influé sur la conception du projet à l'appendice III.

⁵ Voir le cadre logique du projet à l'appendice IV.

- iii) **Petits ouvrages de collecte de l'eau de pluie répondant aux besoins des agriculteurs et protection des bassins hydrographiques.** On adoptera pour cette sous-composante une approche fondée sur des microbassins hydrographiques, associant des interventions de collecte de l'eau de pluie à la protection des bassins. Les techniques de collecte de l'eau de pluie pour les agriculteurs démunis répondront à la demande et seront gérées en fonction de chaque bassin. Des ressources seront fournies au titre de la planification, de la conception, de la construction et de la démonstration de 400 petites structures de collecte de l'eau de pluie (100 structures communales pour le stockage de l'eau destinée au bétail, 100 structures maraîchères collectives, 100 structures d'emménagement dans le sol et nouvelles mesures, et 100 structures de protection des bassins/terres pour réduire l'érosion des sols et l'envasement des réservoirs et des canaux).

Fonds pour la fourniture de services aux agriculteurs et l'amélioration des moyens de subsistance

19. Ce fonds aidera les communautés bénéficiaires à obtenir des services d'appui et des biens complémentaires répondant à leur demande afin d'optimiser leurs rendements agricoles, de donner de la valeur ajoutée dans le cadre de processus de microtransformation, d'améliorer la commercialisation de leurs produits et de renforcer leurs capacités techniques et en matière de gestion. Les groupes pouvant prétendre aux crédits du fonds recevront une aide pour mettre au point leurs propositions, qui seront soumises à l'approbation des assemblées de districts.

- i) **Appui à la vulgarisation.** Afin de soutenir la nouvelle politique du gouvernement en matière de vulgarisation, qui confie désormais cette tâche aux assemblées de districts, le projet octroiera des dons pour aider les organisations d'agriculteurs à répondre aux besoins préétablis de formation dans des domaines tels que l'agronomie (y compris les cultures irriguées), la gestion des sols et de l'eau et la lutte antiparasitaire. Les agriculteurs pourraient obtenir des enveloppes techniques soit auprès du système de vulgarisation des districts soit auprès d'autres fournisseurs, comme par exemple l'Association nationale des petits exploitants du Malawi, des ONG et/ou des agents de vulgarisation privés travaillant dans des plantations artisanales comme celles des exploitations sucrières de Kasinthula, dans le district de Chikwawa.
- ii) **Appui au programme intrants contre actifs.** Le programme intrants contre actifs est un programme efficace de travaux publics administré par le troisième projet de fonds d'action sociale du Malawi (MASAF3), qui est financé par l'Association internationale de développement (IDA). Ce programme crée des emplois dans le cadre de la construction d'actifs communautaires; la main-d'œuvre est rémunérée au moyen de bons, qui peuvent être échangés contre des intrants (semences et engrais). L'appui prévu au titre du projet proposé sera administré par l'intermédiaire du système du MASAF, dont le champ d'application sera étendu à la zone du projet, avec quelques modifications au niveau des critères de sélection des travaux. Outre les routes rurales, les travaux retenus concerneront notamment le reboisement des terres communales, la construction de structures de collecte de l'eau de pluie et la conservation des sols et porteront sur une vaste superficie de terres agricoles. Afin de remédier à la détérioration de la situation en matière de sécurité alimentaire au Malawi, l'IDA a débloqué en août 2005 10 millions de USD supplémentaires pour soutenir cette activité.
- iii) **Appui à la commercialisation et aux actifs après récolte.** Le projet créera un fonds pour financer les propositions élaborées par les groupes d'agriculteurs concernant les infrastructures d'après récolte, la transformation à faible coût et les activités de commercialisation par l'intermédiaire des organisations existantes. Les groupes d'agriculteurs seront aidés par des prestataires de services (ONG et/ou autres opérateurs

s'occupant de la commercialisation) pour l'élaboration et la soumission de leurs propositions. Cette sous-composante sera mise en œuvre par les assemblées de districts, sous la direction du MASAF en étroite coopération avec l'unité de coordination du projet.

Développement institutionnel

20. Cette composante appuiera les éléments ci-après:

- i) **Gestion de l'eau d'irrigation.** Le projet financera l'établissement d'une unité de gestion de l'eau d'irrigation au sein du Département de l'irrigation afin de s'occuper des questions relatives à la gestion durable de l'eau et d'améliorer la viabilité des investissements dans le domaine de l'irrigation. Cette unité sera chargée d'organiser les associations d'irrigants, de renforcer les services de conseils en matière d'irrigation au niveau des districts et de fournir au Département de l'irrigation un appui pour l'exécution de la composante "Remise en état et développement de l'irrigation". Les fonctions et les effectifs de l'unité de gestion de l'eau d'irrigation ont été définis compte tenu de l'expérience acquise dans le cadre du Programme de mise en valeur des plaines alluviales en faveur des petits exploitants financé par le FIDA.
- ii) **Renforcement des capacités des agriculteurs, mobilisation et sensibilisation de la communauté.** Une fois choisies les zones d'intervention du projet, le processus de sensibilisation et de mobilisation de la communauté marquera le début des activités dans les communautés cibles. Dans chaque district, une équipe multidisciplinaire réalisera, avec la participation de la collectivité, des évaluations rurales dans les villages du projet et mettra au point un plan d'action global pour la zone d'intervention qui incorporera les différentes activités à mener. L'approche participative adoptée pour les évaluations rurales vient renforcer la nouvelle politique en matière de vulgarisation et s'appuiera sur les structures administratives des districts tout en établissant les bases du ciblage des bénéficiaires et de l'exécution du projet au niveau de la communauté⁶. Le projet aidera ensuite à créer et/ou renforcer les organisations communautaires et d'agriculteurs en assurant une formation en ce qui concerne la dynamique de groupe, la prise d'initiatives et de décisions, la détermination d'objectifs et l'élaboration de plans d'action, la comptabilité et la gestion de groupes.
- iii) **Appui au Ministère de l'agriculture.** Dans le cadre de cette sous-composante, l'unité du commerce et de la commercialisation et le Service d'information en matière de commercialisation du Ministère de l'agriculture seront restructurés et renforcés de façon à former une unité de développement des marchés qui fournira des informations sur les marchés et appuiera le secteur de la petite agriculture.
- iv) **Appui au Bunda College of Agriculture, au Natural Resources College et aux instituts de formation relevant du Ministère de l'agriculture.** Un appui sera fourni à ces institutions pour permettre aux étudiants de recevoir une bonne formation et d'être à même de répondre aux nouvelles exigences du secteur privé. Le projet contribuera à l'examen des programmes et des capacités dans les deux *colleges* ainsi qu'à la fourniture de matériel, de technologies de l'information et de matériels de formation, tout en appuyant le développement des capacités, en particulier dans le domaine de l'irrigation.

⁶ On trouvera à l'appendice V les critères de pauvreté qui doivent être utilisés pour la sélection des zones d'intervention ainsi qu'un diagramme présentant le processus de mobilisation de la communauté.

Coordination du projet, suivi et évaluation

21. Une unité de coordination du projet sera établie au sein du Ministère de l'agriculture pour superviser l'exécution du projet, suivre les progrès réalisés, assurer la coordination entre les agents d'exécution, administrer les fonds et rendre compte de leur emploi. L'unité de coordination du projet sera dirigée par un coordonnateur du projet/ingénieur hydraulicien et comprendra un personnel professionnel compétent et expérimenté, et notamment un comptable, un spécialiste de la passation des marchés, deux vérificateurs internes des comptes, un spécialiste du suivi et de l'évaluation et un spécialiste du développement social/communautaire. Tous les membres du personnel seront recrutés par concours. L'unité coopérera étroitement avec le MASAF aux fins de la mise en œuvre du Fonds pour la fourniture de services aux agriculteurs et l'amélioration des moyens de subsistance et coordonnera l'exécution d'autres activités d'investissement.

D. Coûts et financement⁷

22. Le coût total du projet s'élève à 52,1 millions de USD sur une période de six ans. L'élément de change est estimé à 27,3 millions de USD et représente 53% du coût total. Les aléas d'exécution et les aléas financiers s'élèvent à 3,5 millions de USD et représentent 8% des coûts de base. Le tableau récapitulatif ci-dessous indique les coûts des différentes composantes.

TABLEAU 1: RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET^a
(en millions de USD)

Composantes	Monnaie Locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
A. Remise en état et développement de l'irrigation	6,9	5,0	11,9	43	24
B. Fonds pour la fourniture de services aux agriculteurs et l'amélioration des moyens de subsistance	9,4	14,1	23,5	60	49
C. Développement institutionnel	5,6	5,2	10,8	48	22
D. Coordination du projet, suivi et évaluation	1,1	1,3	2,4	54	5
Total des coûts de base	22,8	25,6	48,6	53	100
Provisions pour aléas d'exécution	0,9	0,8	1,8	47	4
Provisions pour aléas financiers	0,8	0,9	1,7	51	4
Coûts totaux du projet	24,6	27,3	52,1	53	107

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

23. **Financement.** Le projet sera financé comme suit: l'IDA accordera un don de 40,0 millions de USD, équivalant à 76,7% des coûts totaux, et le FIDA un prêt de 8,0 millions de USD, correspondant à 15,4% des coûts totaux. Le FIDA devrait également approuver début 2006 un mécanisme de financement pour un don de démarrage de 100 000 USD au titre des activités de mobilisation de la communauté. La contribution du gouvernement s'élèvera à 2,8 millions de USD, correspondant à 5,4% des coûts totaux. Les bénéficiaires apporteront 1,3 million de USD sous forme de contribution en nature, équivalant à 2,5% des coûts. Le plan de financement du projet, par composante, est présenté dans le tableau 2.

⁷ On trouvera davantage de détails sur les coûts et le financement du projet à l'appendice VI.

Tableau 2: Plan de financement^a
(en millions de USD)

Composantes	Gouvernement		IDA		FIDA		Bénéficiaires		Total		Devises	Monnaie locale (hors Taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
A. Remise en état et développement de l'irrigation	0,2	1,2	10,2	75,4	2,0	15,0	1,1	8,4	13,2	25,5	5,6	7,6	-
B. Fonds pour la fourniture de services aux agriculteurs et l'amélioration des moyens de subsistance	2,0	7,9	19,3	77,0	3,8	15,1	-	-	25,1	48,3	15,0	8,1	2,0
C. Développement institutionnel	0,6	5,7	8,5	76,4	1,8	16,3	0,2	1,6	11,1	21,4	5,3	5,8	-
D. Coordination du projet, suivi et évaluation	0,0	1,6	2,0	82,1	0,4	16,3	-	-	2,5	4,8	1,3	1,1	-
Coût total du projet	2,8	5,4	40,0	76,7	8,0	15,4	1,3	2,5	52,1	100,0	27,3	22,6	2,0

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

24. **Passation des marchés.** Les marchés concernant les biens, travaux et services financés dans le cadre du projet seront passés conformément aux directives de la Banque mondiale relatives à la passation des marchés et à la sélection des consultants. Afin d'accélérer le démarrage du projet, un plan de 18 mois pour la passation des marchés a été élaboré par le Ministère de l'agriculture.

25. **Décaissements et comptes.** Deux comptes spéciaux – le compte du Ministère de l'agriculture et le compte du MASAF – seront ouverts dans une banque commerciale agréée par l'IDA et le FIDA et gérés selon des modalités et des conditions acceptables par les deux cofinanceurs. Pour faciliter l'exécution du projet et les décaissements destinés à financer les dépenses autorisées, le FIDA déposera 350 000 USD au compte spécial du Ministère et 250 000 USD au compte spécial du MASAF. Les comptes spéciaux seront régulièrement réapprovisionnés par l'IDA et le FIDA au vu de demandes de retrait assorties des pièces justificatives. Deux comptes du projet libellés en kwacha malawiens seront ouverts dans une banque commerciale agréée par le FIDA et l'IDA pour recevoir les fonds des comptes spéciaux et les fonds de contrepartie du gouvernement selon qu'il y a lieu. Les comptes du projet seront gérés respectivement par l'unité de coordination du projet et par le MASAF. Toute transaction relative aux comptes du projet devra être avalisée par au moins deux signataires autorisés.

26. **Comptabilité et vérification des comptes.** Les comptes du projet et les états financiers –bilan, relevé de compte et trésorerie – seront vérifiés chaque année par un vérificateur indépendant conformément aux normes d'audit internationales. Les états financiers vérifiés, accompagnés de l'opinion du vérificateur, seront soumis à la Banque mondiale et au FIDA – au plus tard six mois après la fin de l'exercice financier, jusqu'à la clôture du projet – sous la forme convenue au démarrage du projet. Ils comprendront une opinion séparée sur les états de dépenses et les opérations des comptes spéciaux, ainsi qu'une lettre de recommandations sur la régularité des systèmes comptables et de contrôle interne.

F. Organisation et gestion⁸

27. Le Ministère de l'agriculture sera l'institution chef de file. Un comité de pilotage du projet, présidé par le Secrétaire principal du Ministère de l'agriculture, comprendra les secrétaires principaux des ministères ci-après: irrigation et eau, finances, planification économique et développement, administrations locales et développement rural, aménagement du territoire, et commerce et développement du secteur privé; ainsi que le Directeur de la planification du Ministère de l'agriculture et le Directeur exécutif du MASAF. Le coordonnateur du projet fera office de secrétaire du comité de pilotage. Le comité de pilotage assurera les orientations stratégiques générales et la coordination interministérielle et approuvera les plans de travail et budgets annuels du projet, les rapports d'exécution trimestriels, semestriels et annuels et les rapports d'audit.

28. Le comité exécutif du projet sera présidé par le coordonnateur du projet et comprendra des représentants des organismes d'exécution, notamment du Ministère de l'agriculture, du Ministère de l'irrigation et de l'eau, du MASAF, des districts participants et des quatre bureaux extérieurs situés dans les divisions du développement agricole à Chikwawa, Zomba, Lilongwe et Mzuzu. Le comité exécutif donnera des orientations techniques durant la mise en œuvre du projet, par exemple en examinant les plans de travail et budgets annuels et en adressant des recommandations au comité de pilotage, et procédera au suivi et à l'évaluation du projet.

⁸ Voir l'organigramme de la gestion du projet à l'appendice VIII.

G. Justification économique

29. **Avantages.** L'appui à la sous-composante relative au programme intrants contre actifs est destiné à remédier à la crise alimentaire que connaît le pays et devrait aider les agriculteurs à rétablir leur capacité de production à court terme. À moyen terme, les principaux avantages du projet prendront les formes suivantes: rendement additionnel des cultures dû aux ouvrages d'irrigation; meilleure efficacité des transports grâce à l'amélioration des routes et aux activités intrants contre actifs; commercialisation accrue et valeur ajoutée pour les cultures grâce à la fourniture d'actifs après la récolte et d'installations de stockage; autonomisation des communautés rurales qui, grâce à la constitution de groupements locaux et au renforcement des capacités, pourront prendre des décisions plus judicieuses en matière de production et de commercialisation; et utilisation plus durable des ressources naturelles grâce aux mesures de collecte de l'eau de pluie et de conservation des sols. Les investissements réalisés dans les activités de collecte de l'eau de pluie et de protection des bassins hydrographiques permettront de freiner la dégradation du fragile écosystème, d'accroître la couverture végétale, de réduire le ruissellement et l'érosion et d'améliorer la fertilité des sols. Le taux de rentabilité économique du projet sur une période de 30 ans est estimé à environ 15%; ce taux tomberait à 14% avec un accroissement des coûts de 10% et une diminution des avantages de 10%, et à 12% en cas de retard d'exécution de deux ans.

30. **Bénéficiaires.** On estime que 196 550 familles, soit 827 000 individus (toute participation multiple étant exclue), bénéficieront directement des interventions réalisées dans le cadre du projet. Si l'on exclut les comptabilisations doubles, on estime que 168 250 ménages recevront des bons pour l'acquisition de semences et d'engrais au titre de la sous-composante intrants contre actifs, ce qui aidera les ménages à rétablir leur capacité de production pour la prochaine campagne agricole. Quelque 10 200 familles d'agriculteurs devraient bénéficier des petits ouvrages d'irrigation, environ 9 000 ménages des activités de collecte de l'eau de pluie et de conservation des sols, et 13 200 ménages du fonds pour la fourniture de services aux agriculteurs et l'amélioration des moyens de subsistance. Ces familles tireront profit du renforcement que connaîtront les organisations sur le plan des capacités, de la constitution de groupements et des compétences économiques. Environ 20% des bénéficiaires du projet devraient également voir augmenter leurs possibilités d'emploi du fait du développement de l'irrigation et de la mise en culture de terres irriguées.

H. Risques

31. Il existe un risque afférent au mécanisme prévu pour l'administration de l'appui à la sous-composante concernant le programme intrants contre actifs. Ce risque sera atténué en associant le MASAF à l'administration du financement et de la comptabilité relatifs à cette sous-composante, le MASAF ayant prouvé sa compétence en la matière avec d'autres programmes du même type. En ce qui concerne le développement de l'irrigation, il y a un risque lié aux modalités du transfert des ouvrages dans la mesure où il pourrait y avoir concurrence entre les demandes d'éventuels anciens propriétaires et celles d'irrigants actuels. Pour minimiser ce risque, des études seront menées avant la mise en place des infrastructures afin d'établir des mécanismes pour le transfert des terres et des infrastructures matérielles. Le Ministère de l'agriculture et le Ministère de l'irrigation et de l'eau ne disposant pas de moyens suffisants pour entreprendre les travaux de conception technique et de construction relatifs à la remise en état des ouvrages, on s'adressera à cet effet au secteur privé. Il existe également un risque concernant la capacité des agriculteurs à assumer la responsabilité du fonctionnement et de l'entretien des ouvrages qui auront été remis en état; pour réduire ce risque, les agriculteurs seront organisés en associations d'irrigants et recevront une formation approfondie en matière de fonctionnement et d'entretien. Un autre risque tient aux répercussions négatives du VIH/sida sur la main-d'œuvre agricole et sur la productivité du travail dans l'agriculture. Pour y remédier, des mesures seront prises en matière de vulgarisation sociale qui permettront de transmettre des conseils de prévention aux personnes non infectées et des orientations sur les stratégies de subsistance alternatives aux membres des groupes cibles affectés par le VIH/sida.

I. Impact sur l'environnement

32. Le Gouvernement malawien a adopté une loi sur la gestion de l'environnement (1996) et des directives relatives à l'évaluation de l'impact sur l'environnement des projets d'irrigation et de drainage (2002) avec l'appui de la Banque mondiale. Du point de vue écologique, le projet a été classé dans la catégorie B tant par la Banque mondiale que par le FIDA, c'est-à-dire que ses impacts sur l'environnement devraient être réduits au minimum, circonscrits et contrôlables dans une mesure acceptable.

J. Aspects novateurs

33. Le recours à une méthode de zones d'intervention pour concentrer les investissements du projet est nouveau dans le contexte malawien et devrait renforcer l'impact visible sur le terrain. Le projet accorde en outre une place importante aux mécanismes devant permettre aux communautés d'accéder à un financement pour le développement dans le cadre de structures administratives décentralisées, afin non seulement de donner un plus grand sentiment d'appropriation mais aussi de familiariser les pauvres avec les questions de gouvernance au niveau local.

34. En ce qui concerne le développement de l'irrigation, le rôle prévu pour les associations d'irrigants – qui bénéficieront d'une reconnaissance juridique et auront des droits d'usage de l'eau clairement définis et des responsabilités en matière de gestion de l'eau – s'inspire de l'expérience acquise dans le cadre du Programme de mise en valeur des plaines alluviales en faveur des petits exploitants et facilitera la création d'un cadre institutionnel national approprié pour le développement de l'irrigation. D'un point de vue technique, l'accent placé sur les ouvrages fonctionnant par gravité plutôt que par pompage est une innovation incontestable qui permettra d'accroître la durabilité des ouvrages tout en réduisant les coûts de fonctionnement.

35. Le programme intrants contre actifs a été sensiblement étoffé pour faire face à la crise alimentaire au Malawi et assurer à un nombre accru de ménages une rémunération sous la forme de semences et d'engrais dans le cadre de programmes de travaux publics ancrés dans la communauté. Marquant une rupture avec l'assistance du type filet de sécurité, ce programme vise à associer la création d'actifs collectifs à la fourniture de ressources aux ménages afin d'améliorer la sécurité alimentaire.

TROISIÈME PARTIE – INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

36. Un accord de prêt entre la République du Malawi et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

37. La République du Malawi est habilitée, en vertu des lois nationales, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

38. Je certifie que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

QUATRIÈME PARTIE – RECOMMANDATION

39. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République du Malawi un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à cinq millions cinq cent mille droits de tirage spéciaux (5 500 000 DTS) venant à échéance le 15 décembre 2045 ou avant cette date, qui sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Lennart Båge

**RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS
L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ**

(Négociations de prêt conclues le 8 octobre 2005)

1. Le Ministère de l'agriculture ouvrira puis gèrera dans une banque commerciale ayant l'agrément du FIDA un compte courant libellé en kwacha malawiens pour le financement des opérations du projet.
2. Le Fonds d'action sociale du Malawi (MASAF) gèrera ensuite dans une banque commerciale ayant l'agrément du FIDA un compte courant libellé en kwacha malawiens pour le financement des opérations du projet.
3. **Arrangements concernant les associations d'irrigants.** Le Gouvernement de la République du Malawi ("le Gouvernement") veillera à ce que: a) dans le cadre juridique régissant la création et le fonctionnement des associations d'irrigants, les dispositions de la loi sur l'irrigation soient finalisées un an au plus tard après l'entrée en vigueur du projet ou à une date ultérieure convenue avec le Fonds; et b) les accords relatifs au transfert des ouvrages d'irrigation soient dûment conclus avec les associations d'irrigants avant la remise en état des petits ouvrages d'irrigation.
4. **Contribution de la communauté.** L'assemblée de district veillera à ce que le programme intrants contre actifs soit mis en œuvre conformément aux procédures et aux critères d'admission énoncés dans le manuel d'exécution du projet, notamment conformément à la condition selon laquelle 50% du montant total du don alloué aux sous-projets de travaux publics doivent être utilisés pour la rémunération en nature des membres de la communauté sous la forme d'intrants agricoles au titre des travaux de construction entrepris.
5. **Exonération fiscale.** Le Gouvernement exonérera de droits l'importation, l'achat et la livraison de tous les biens et services financés au moyen du prêt. La valeur de ces exonérations sera déduite du montant des fonds de contrepartie que le Gouvernement a l'obligation de fournir aux fins du projet.
6. **Fonds de contrepartie.** Le Gouvernement prendra les dispositions nécessaires pour assurer que le financement de contrepartie qu'il doit fournir aux fins du projet soit reflété avec exactitude dans le budget annuel conformément au plan de travail et au budget annuels.
7. **Assurance du personnel de projet.** Le Gouvernement veillera à ce que les principaux membres du personnel du projet soient assurés contre les risques de maladie et d'accident dans la mesure compatible avec les pratiques habituelles en vigueur dans la fonction publique nationale.
8. **Ciblage par sexe.** Le Gouvernement veillera, lors du recrutement du personnel du projet, à ce que les femmes soient représentées dans l'organisation et la gestion du projet. Le Gouvernement veillera également à ce que les femmes faisant partie du groupe bénéficiaire soient représentées dans toutes les activités du projet et tirent des avantages appropriés des résultats de celui-ci.
9. **Suspension.** Le FIDA:
 - a) peut suspendre, en totalité ou en partie, le droit du Gouvernement de solliciter des retraits du compte de prêt toutes les fois qu'un des faits précisés dans l'accord de prêt ou qu'un des faits suivants se produit:
 - i) le droit du Gouvernement de retirer les produits de l'accord de don de développement de l'IDA a été suspendu, abrogé ou révoqué en totalité ou en partie;

- ii) le FIDA a informé le Gouvernement que des allégations crédibles de corruption ou de pratiques frauduleuses ont été portées à son attention à propos du projet, et le Gouvernement n'a pas mené à ce sujet une enquête complète et rapide dans des conditions jugées satisfaisantes par le FIDA; ou, sur la base des conclusions de ladite enquête et de toute autre information dont il dispose, le FIDA, en consultation avec le Gouvernement, détermine que de telles pratiques se sont produites et que le Gouvernement n'a pas adopté en temps voulu les mesures appropriées pour y remédier dans des conditions jugées satisfaisantes par le Fonds; et
 - iii) la passation des marchés n'a pas été effectuée conformément au présent accord.
- b) suspendra, en totalité ou en partie, le droit du Gouvernement de solliciter des retraits du compte de prêt si le rapport d'audit demandé dans l'accord de prêt n'a pas été dûment établi dans les 12 mois suivant la date de clôture de l'exercice comptable précisée dans cet accord.

10. **Conditions préalables à l'entrée en vigueur.** Les conditions suivantes sont spécifiées comme conditions préalables à l'entrée en vigueur de l'accord de prêt:

- a) toutes les conditions préalables à l'entrée en vigueur de l'accord de don de développement de l'Association internationale de développement (IDA) ont été remplies;
- b) le Gouvernement a mis en place l'unité de coordination du projet et nommé les membres du personnel de l'unité avec des mandats, des qualifications et une expérience jugés satisfaisants par le FIDA, notamment un coordonnateur du projet/ingénieur hydraulicien, un spécialiste du développement social/communautaire, un spécialiste de la passation des marchés, un comptable, deux vérificateurs internes des comptes, et un spécialiste du suivi et de l'évaluation;
- c) le Gouvernement a établi et adopté le manuel d'exécution du projet, acceptable par le FIDA tant en la forme que sur le fond;
- d) le Ministère de l'agriculture a conclu un mémorandum d'accord avec le MASAF et les assemblées de district dans chacun des districts participants (sauf pour les districts de Balaka, Machinga, Karonga et Nkhotakota soutenus par le Programme de mise en valeur des plaines alluviales en faveur des petits exploitants) acceptable par le FIDA tant en la forme que sur le fond;
- e) le Gouvernement a établi le comité de pilotage du projet;
- f) l'accord de prêt a été dûment signé, et la signature et l'exécution dudit accord par le Gouvernement ont été dûment autorisées et ratifiées par toutes les instances administratives et gouvernementales compétentes; et
- g) un avis juridique favorable, délivré par le procureur général ou un autre juriconsulte approuvé par le FIDA et acceptable par ce dernier tant en la forme que sur le fond, a été remis par le Gouvernement au FIDA.

APPENDIX I

COUNTRY DATA

MALAWI

Land area (km² thousand) 2003 1/	94	GNI per capita (USD) 2003 1/	160
Total population (million) 2003 1/	10.96	GDP per capita growth (annual %) 2003 1/	2.3
Population density (people per km²) 2003 1/	117	Inflation, consumer prices (annual %) 2003 1/	10
Local currency	Kwacha (MWK)	Exchange rate: USD 1 =	1300 MWK
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1997-2003 1/	2.1	GDP (USD million) 2003 1/	1 714
Crude birth rate (per thousand people) 2003 1/	44	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1983-1993	2.8
Crude death rate (per thousand people) 2003 1/	25	1993-2003	3.0
Infant mortality rate (per thousand live births) 2003 1/	112	Sectoral distribution of GDP 2003 1/	
Life expectancy at birth (years) 2003 1/	38	% agriculture	38
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n/a	% industry	15
Poor as % of total rural population 1/	n/a	% manufacturing	10
Total labour force (million) 2003 1/	5.26	% services	47
Female labour force as % of total 2003 1/	49	Consumption 2003 1/	
Education		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	20
School enrolment, primary (% gross) 2003 1/	140 a/	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	85
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2003 1/	38	Gross domestic savings (as % of GDP)	-5
Nutrition		Balance of Payments (USD million)	
Daily calorie supply per capita	n/a	Merchandise exports 2003 1/	463
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2003 2/	45 a/	Merchandise imports 2003 1/	702
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2003 2/	22 a/	Balance of merchandise trade	-239
Health		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 2003 1/	10 a/	before official transfers 2003 1/	n/a
Physicians (per thousand people) 2003 1/	0	after official transfers 2003 1/	-203
Population using improved water sources (%) 2002 2/	67	Foreign direct investment, net 2003 1/	23
Population with access to essential drugs (%)	n/a	Government Finance	
Population using adequate sanitation facilities (%) 2002 2/	46	Cash surplus/deficit (as % of GDP) 2003 1/	n/a
Agriculture and Food		Total expenditure (% of GDP) 2003 1/	n/a
Food imports (% of merchandise imports) 2003 1/	17	Total external debt (USD million) 2003 1/	3 134
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2001 1/	839 a/	Present value of debt (as % of GNI) 2003 1/	108
Food production index (1999-01=100) 2003 1/	88	Total debt service (% of exports of goods and services) 2003 1/	8
Cereal yield (kg per ha) 2003 1/	1 257	Lending interest rate (%) 2003 1/	49
Land Use		Deposit interest rate (%) 2003 1/	25
Arable land as % of land area 2003 1/	24 a/		
Forest area as % of total land area 2003 1/	27 a/		
Irrigated land as % of cropland 2003 1/	1 a/		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database CD ROM 2005

2/ UNDP, *Human Development Report*, 2005

PREVIOUS IFAD FINANCING IN MALAWI

Loan/Grant Number	Project Name	Approved Amount (USD)	Current Amount (USD)	Board Approval	Loan/Grant Effectiveness	Current Closing Date	Cooperating Institution	Project Status	Disbursed of Approved
A. Investment Projects									
70	Dowa West Rural Development Project	10 800 000	8 686 000	08-Sep-81	12-Oct-81	30-Sep-93	WB/ IBRD	Closed	80%
120	Smallholder Fertilizer Project	10 280 000	10 080 000	21-Apr-83	22-Jun-83	31-Mar-89	WB/ IDA	Closed	86%
158	Kasungu Agricultural Development Project	13 600 000	15 750 000	12-Dec-84	26-Apr-85	30-Apr-94	WB/ IDA	Closed	* 116%
212	Smallholder Agricultural Credit Project	6 900 000	6 710 000	02-Dec-87	02-Sep-88	30-Jun-95	WB/ IDA	Closed	96%
S/35	Smallholder Food Security Sub-project	13 002 000	13 002 000	15-Sep-93	30-Jul-94	30-Jun-00	UNOPS	Closed	62%
338	Mudzi Financial Services Sub-project	11 990 000	11 990 000	02-Dec-93	28-Apr-95	30-Sep-01	UNOPS	Closed	70%
471	Smallholder Flood Plains Development Programme	12 459 000	12 459 000	23-Apr-98	27-Nov-98	31-Dec-06	UNOPS	Ongoing	87%
565	Rural Livelihoods Support Programme	14 780 000	14 780 000	12-Sep-01	30-Aug-04	31-Mar-14	UNOPS	Ongoing	8%
Total 8 Investment Projects		93 811 000	93 457 000						
B. Grant Components									
C-109-MW	Smallholder Fertilizer Project	1 047 000	854 000	21-Apr-83	24-May-83	31-Mar-89	WB/ IDA	Closed	82%
C-166-MW	Smallholder Agricultural Credit Project	526 000	526 000	02-Dec-87	04-Mar-88	30-Jun-95	WB/ IDA	Closed	100%
IE-471-MW	Smallholder Flood Plains Development Programme	1 000 000	1 000 000	12-Jun-98	25-Jan-00	31-Dec-05	UNOPS	Ongoing	100%
Total		2 573 000	2 380 000						

* The amount disbursed in USD is over 100% of amount approved due to the devaluation of the USD relative to the SDR, in which IFAD funds are committed

APPENDIX III

IFAD INFLUENCE ON PROJECT DESIGN

IFAD has participated extensively in the project design process of IDA for this project, in order to ensure that Fund's priorities relative to targeting and addressing poverty are explicitly addressed under the project. The final project appraisal document prepared by IDA has included specific reference to learning from IFAD's SFPDP in the main text, a project logframe as an annex, and results monitoring framework which has taken into account IFAD RIMS indicators, eligibility criteria for irrigation schemes, procedures for establishment of WUAs, identification of beneficiaries, detailed implementation arrangement including the methodology to be used for community sensitization and mobilisation. The main changes in project design to address IFAD needs are summarised below.

- The specific target group for the project has been identified and quantified on the basis of poverty criteria, and a focal area approach to concentrate investments has been adopted
- Specific project focal areas will be selected to concentrate project investments in order to enhance impact
- A community sensitisation and mobilisation process has been introduced at the very start of project implementation in order to promote participation by poor people
- Irrigation Development and Water Harvesting
 - Flexible selection of gravity schemes replaces pre-identified expensive pump schemes;
 - Mini-schemes introduced to address needs of poorest;
 - Approach to WUAs re-focused;
 - Roof water harvesting to benefit better-off eliminated;
 - Rural water supply to be addressed under separate Bank project.
- Farmer Services approach refocused
 - Extension less top-down and more demand driven with plurality of operators;
 - Livelihoods Funds' Ceilings drastically reduced to make activities accessible to poor.
- IFAD RIMS indicators have been included in the Results Monitoring Framework and include specific reference to gender.

LOGICAL FRAMEWORK

Narrative Summary	Impact/Results Indicators	Means of verification	Assumptions/Risks
Goal			
<ul style="list-style-type: none"> Reduce poverty by promoting sustainable pro-poor growth 	<ul style="list-style-type: none"> Rural poverty among the beneficiaries reduced by 10-20% At least half the assisted households cross the poverty line within 4 years of receiving project assistance Reduced prevalence of child malnutrition (weight for age & height, boys & girls) 	<ul style="list-style-type: none"> Rural household survey Crop production and yield surveys Farm income surveys Project progress reports 	<ul style="list-style-type: none"> Stable macro-economic environment Agriculture sector development strategy effectively implemented
Purpose/Objective			
<ul style="list-style-type: none"> Agricultural productivity and incomes of the poor rural household sustainably increased Institutional capacities of farmer organizations strengthened 	<ul style="list-style-type: none"> Improvement in incomes, assets ownership index and food security of about 196 500 poor rural household, disaggregated by gender Increases in crop yields/hectare and area (ha) cropped reported by smallholders Increased volume and value of incremental farm production Number of hectares improved through soil and water conservation/rain water harvesting measures Number of farmers reporting production/yield increases Incremental irrigated crops grown per season, by crop type and area (ha) Farmers (by gender) with sustainable access to irrigation water Number of farmers adopting promoted technologies and practices, (by gender) % of irrigation water delivery days/required Number of community demand driven projects functional, by type Number of water user associations (WUAs) operational and members by gender Number of women in management committees, by type of group 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline survey, socioeconomic surveys and National Statistics; Representative household surveys at mid-term and project completion with specific reference to gender Project progress and monitoring reports with information provided by gender Annual independent evaluation reports Rapid results initiative reports Scheme case studies Representative household surveys at mid-term and project completion with reference to gender 	<ul style="list-style-type: none"> Implementation of economic, social and institutional reform programs would continue Policy dialogue would continue Macro-economic and governance situation do not markedly deteriorate Government would remain committed to implementing Malawi Poverty Reduction Strategy Ministry of Agriculture (MOA) re-organization will take place gradually and progressively Increase in private sector involvement in the economy Trade opportunities on international markets Urban markets create demand for agricultural Reduction in HIV prevalence rates

LOGICAL FRAMEWORK (CONTINUED)

Component Outputs	Impact/Results Indicators	Means of verification	Assumptions/Risks
<p>Irrigation Rehabilitation and Development:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Irrigation and drainage systems rehabilitated, improved and operational • Mini-scale, small-scale irrigation and drainage systems developed • Small reservoirs rehabilitated, improved and supplied with irrigation water • Water harvesting structures installed on community demand, • Catchment area protected and conserved 	<ul style="list-style-type: none"> • A number of 1800 ha irrigation and drainage systems rehabilitated, improved and operational • A number of 560 ha developed in small-scale and 340 ha in the new mini-scale (less than 10 ha) irrigation schemes constructed • A number of 8 small reservoirs rehabilitated and 175 ha supplied with irrigation water • A number of 400 water harvesting structures constructed • 7 800 ha in catchment areas protected and conserved • 10 600 households benefiting from operational irrigation and drainage systems • 5 100 households benefiting from water harvesting structures and catchment conservation 	<ul style="list-style-type: none"> • Annual work plan and budgets (AWPBs) • Projects progress reports • Annual independent evaluation reports • Supervision mission reports • Rapid results initiative reports 	<ul style="list-style-type: none"> • Irrigation cost recovery would be a slow process and formation of functional WUAs would be a start for mobilizing irrigation financing, on gradual basis • WUAs are established and sign participatory and irrigation transfer agreements on a timely manner, prior to the start of construction works • Land is leased to WUAs for subleasing to their members, prior to the start of the construction works • Transparent beneficiary selection process, and strict adherence to eligibility criteria and selection of small-scale irrigation schemes
<p>Farmer Services and Livelihoods Fund:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Farmer-based organizations (FBOs)/ cooperatives formed and trained in group formation and business skill • Extension and marketing advisory services provided on community demand, by FBOs • Community marketing and processing structures constructed • Households benefited from Funds and inputs provided to FBOs and community groups 	<ul style="list-style-type: none"> • Number of farmer organizations formed and their members, disaggregated by gender • Number of FBO staffs trained in extension, business and marketing skills • Person-months of advisory services provided by FBOs • Amount of funds distributed to community groups, disaggregated by group, members and gender • 13 400 households benefited from funds provided to FBOs • 110 community marketing and processing facilities established • Number of households accessing technical advisory services facilitated by project • Number of farmers trained in irrigation practices, crop production and marketing, by gender • Quantity of seeds and fertilizers (tons) and distributed by district • 23 600 households benefited from inputs 	<ul style="list-style-type: none"> • AWPBs • Project progress reports • Annual independent evaluation reports • Supervision mission reports • Rapid results 	<ul style="list-style-type: none"> • Government's decentralization programme effectively executed • Districts provide adequate back up and support to the farmer based organizations • The priorities and needs of the more vulnerable are reflected in the village development plans and consolidated action plan • The beneficiary selection process is transparent and acceptable to all

LOGICAL FRAMEWORK (CONTINUED)

Component Outputs	Impact/Results Indicators	Means of verification	Assumptions/Risks
<p>Institutional Development:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sustainable WUAs established, registered and functional • Trained leaders and members of WUAs • FBOs strengthened and trained in group dynamics, leadership, business plans • Market information provided to farmers • Bylaws of Irrigation Act and model constitutions for WUAs of mini, small and Government schemes prepared and executed • Participatory agreements for mini and small-scale schemes and eight management transfer agreements for Government schemes prepared and executed • Irrigation management of Government schemes (covering 1,800 ha) transferred to WUAs • All mini, small-scale schemes, tertiary and secondary canals effectively managed by WUAs • MOA's Market Development Unit, AMIS, Bunda and Natural Resources Colleges strengthened and supported <p>Project Coordination and Monitoring and Evaluation (M&E): Project activities effectively coordinated and efficiently managed</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 90 WUAs established, registered and functional • Water charges imposed (MK/ha) by WUAs amount and percent collected • Water charges collected/Water charges due • Annual WUAs income/required annual operation and maintenance costs of the irrigation systems transferred • Number of trainer of trainers, trained, by subject and by gender • Number of leaders and members trained, by subject and by gender • Number of FBOs and staff trained in WUA organization and management • Number of farmers benefited from market information disseminated • A number of 10 bylaws and model constitutions prepared and enacted • A number of 82 participatory and irrigation agreements and 8 management transfer agreements prepared and executed • Number of 8 irrigation schemes covering 1800 ha transferred to WUAs • At least 85% of the mini and small-scale schemes and the tertiary canals and 40% of secondary canals effectively managed by WUAs at project completion • Number of WUA services established at Department of Irrigation • Number of irrigation water management units and district irrigation advisory service established/strengthened • Number of training, equipments, staff trained etc by discipline and gender disaggregated • Disbursement percentage against appraisal targets • M&E/management information system (MIS) set up and used for decision making • Project physical targets against Appraisal targets • Timely progress and financial reports submitted • Acceptable audits, procurement & financial reports 	<ul style="list-style-type: none"> • AWPB • Project progress reports • Annual independent evaluation reports • Supervision mission reports • Rapid results 	<ul style="list-style-type: none"> • Timely recruitment of the technical staff, and carrying out orientation training within six months of project effectiveness • Trained staff will be retained • Timely staff will be retained • Timely establishment of M&E system and project MIS • Government schemes transfer focussed on gradual transfer to beneficiaries of the infrastructure

9

INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT
2
APPENDIX IV

FOCAL AREA CRITERIA AND COMMUNITY MOBILISATION PROCESS

Criteria for Selection of Project Focal Area in Each District

The use of selection criteria ensures transparency in the selection process and increases understanding regarding the selection decisions. All Extension Planning Areas (EPAs) or areas covered by Traditional Authorities (TA) in a district will be ranked against these criteria and selected on the basis of their aggregate score.

For districts in which the location of the irrigation scheme is already determined (Nkhata Bay, Zomba, Chikwawa and Nsanje):

- EPA or TA will be the one in which the scheme is located;

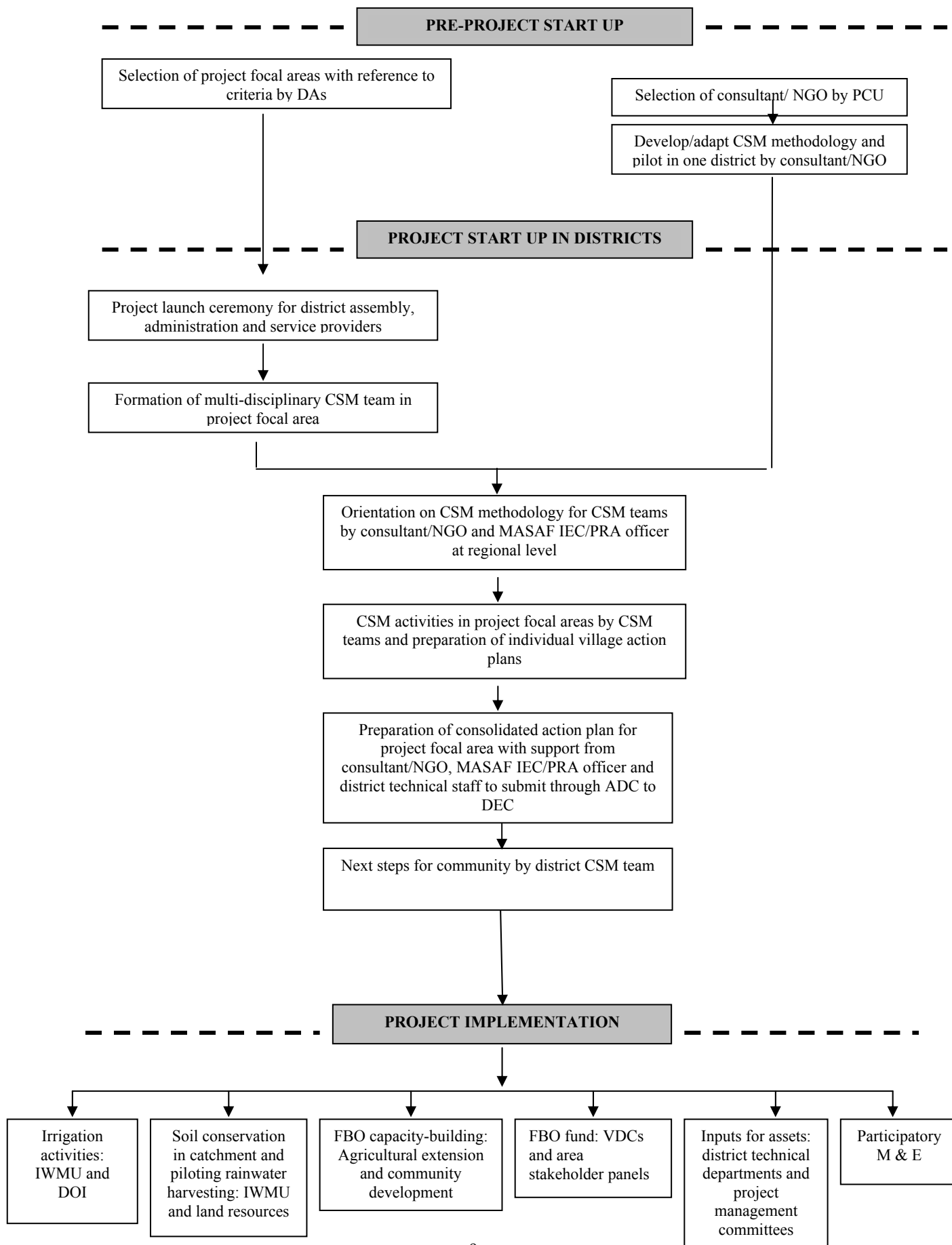
For districts in which there will be an irrigation component but the location is yet to be determined (Chitipa, Rumphi, Lilongwe and Dedza):

- Availability of water for irrigation
- Potential for small-scale gravity irrigation
- High population density
- High incidence and severity of poverty
- High incidence of soil erosion
- Potential for improving agricultural production
- Potential for rainwater harvesting
- Potential for improving community-based assets
- No other donors supporting similar types of activities as those covered by IRLADP

For districts where there is no irrigation component (Salima, Phalombe and Blantyre):

- High population density
- High incidence and severity of poverty
- High incidence of soil erosion
- Potential for improving agricultural production
- Potential for rainwater harvesting
- Potential for improving community-based assets
- No other donors supporting similar types of activities as those covered by IRLADP

OVERVIEW OF COMMUNITY SENSITIZATION AND MOBILIZATION PROCESS



COSTS AND FINANCING^a

Table 1: Components Project Cost Summary (USD' Million)

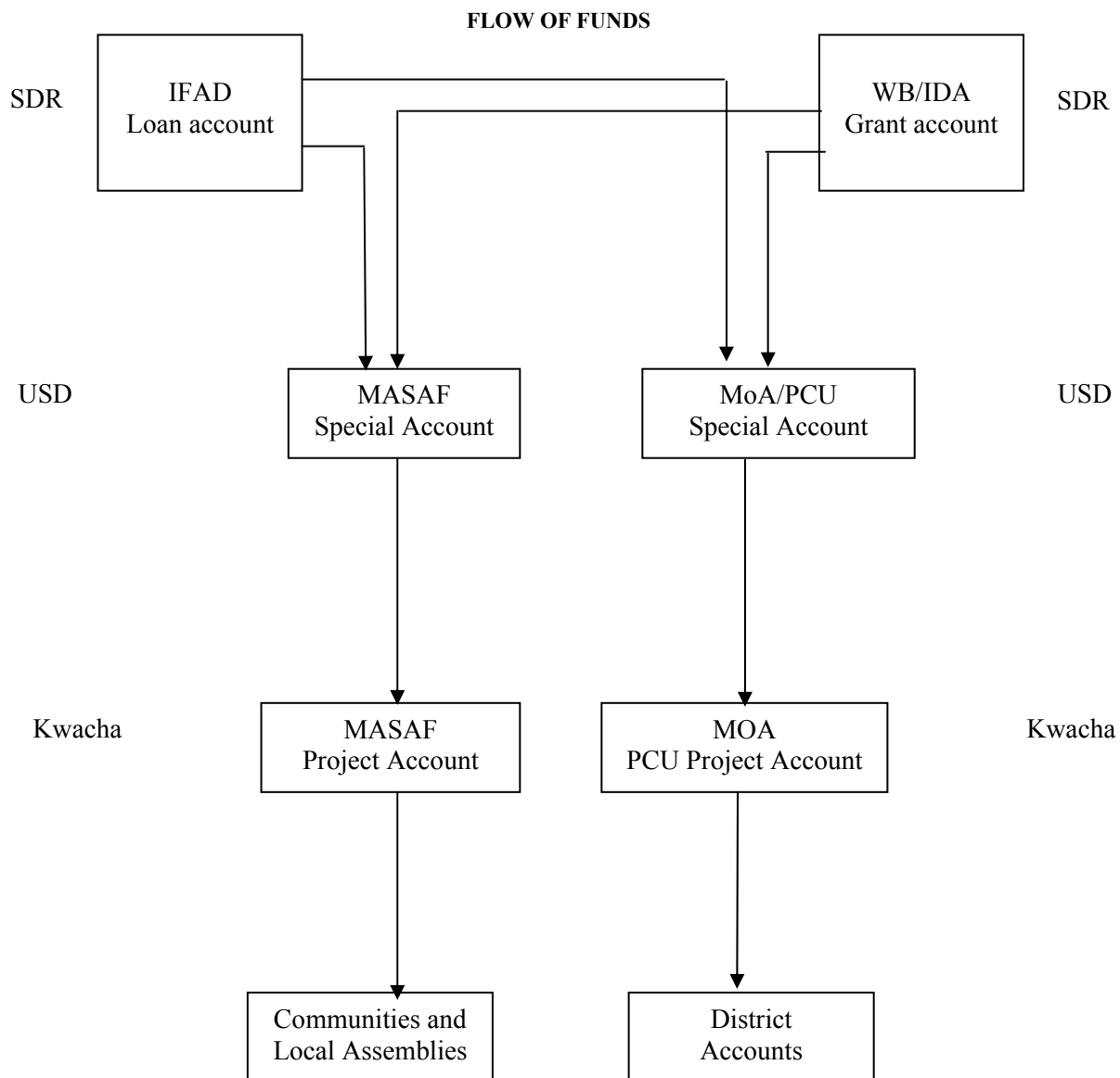
Components	Local	Foreign	Total	% Foreign Exchange	% Total Base Costs
A. Irrigation Rehabilitation and Development					
Selective Rehabilitation and development of Irrigation Schemes	4.6	3.3	8.1	42	16
Small Scale Rainwater Harvesting and Catchment Conservation	2.1	1.7	3.8	44	8
Subtotal Irrigation Rehabilitation and Development	6.7	5.0	11.9	43	24
B. Farmer Services and Livelihoods funds					
Farmer Demand Driven Marketing Services and Assets and Extension	3.3	4.9	8.2	60	17
Input for Assets	6.1	9.2	15.3	60	32
Subtotal Farmer Services and Livelihoods funds	9.4	14.1	23.5	60	49
C. Institutional Development					
1. Support for MOA					
Department of Irrigation	1.4	1.5	2.9	51	6
Marketing Unit in MOA	0.2	0.5	0.7	73	1
Subtotal Support for MOA	1.6	2.0	3.6	55	7
2. Commun. Mobil. and Sensitization, and Environmental Management	0.6	0.6	1.2	50	3
3. Support to District Advisory Services and Communities					
Support to District Irrigation Advisory Services	1.8	0.9	2.7	34	6
Formation of WUAs	1.5	1.5	3.0	50	6
Subtotal Support to District Advisory Services and Communities	3.2	2.4	5.7	43	12
4. Support to Bunda, NRC and MoA Training Colleges	0.1	0.2	0.3	66	1
Subtotal Institutional Development and Project Coordination	5.6	5.2	10.8	48	22
D. Project Coordination and Monitoring and Evaluation	1.1	1.3	2.4	54	5
Total Baseline Costs	22.8	25.6	48.6	53	100
Physical Contingencies	0.9	0.8	1.8	47	4
Price Contingencies	0.8	0.9	1.7	51	4
Total Project Costs /1	24.6	27.3	52.1	53	107

^a Discrepancies in totals are due to rounding

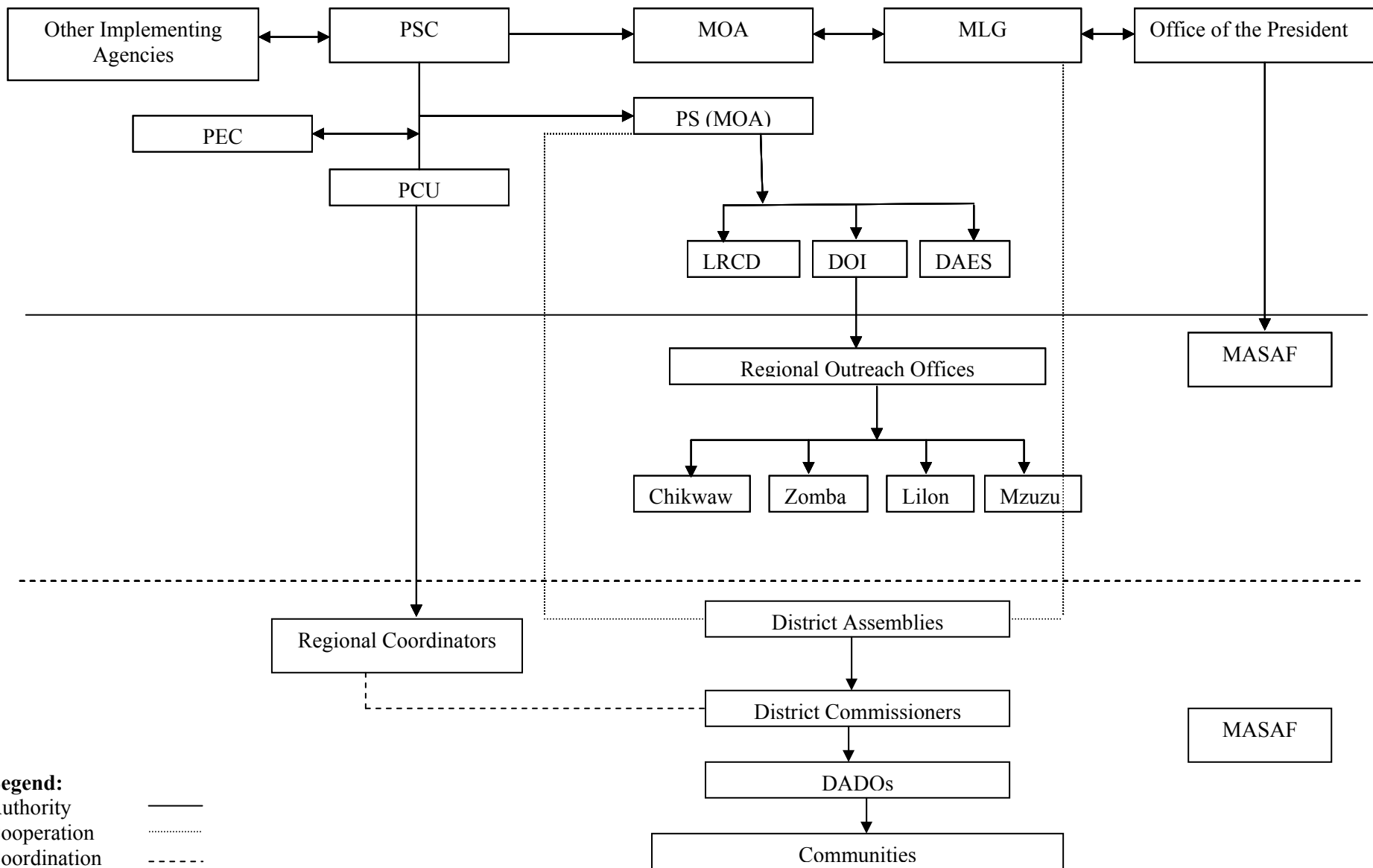
Table 2: Project Components by Financiers^a (USD' Million)

Components	The Government		IDA		IFAD		Beneficiaries		Total		For.	Local (Excl. Taxes)	Duties & Taxes
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Exch.		
A. Irrigation Rehabilitation and Development													
Selective Rehabilitation and development of Irrigation Schemes	0.1	1.2	7.1	74.9	1.3	14.7	0.8	9.3	9.3	17.6	3.8	5.3	0.0
Small Scale Rainwater Harvesting and Catchment Conservation	0.1	1.3	3.1	76.5	0.6	15.9	0.3	6.3	4.1	7.9	1.8	2.3	0.0
Subtotal Irrigation Rehabilitation and Development	0.2	1.2	10.2	75.4	2.0	15.0	1.1	8.4	13.4	25.5	5.6	7.6	0.0
B. Farmer Services and Livelihoods funds													
Farmer Demand Driven Marketing Services and Assets and Extension	2.0	23.0	5.3	61.6	1.3	15.4	0.0	0.0	8.6	16.5	5.1	1.5	2.0
Input for Assets	0.0	0.0	14.0	85.0	2.5	15.0	0.0	0.0	16.5	31.8	9.9	6.6	0.0
Subtotal Farmer Services and Livelihoods funds	2.0	7.9	19.3	77.0	3.8	15.1	0.0	0.0	25.1	48.3	15.0	8.1	2.0
C. Institutional Development													
1. Support for MOA													
Department of Irrigation	0.3	9.0	2.3	75.7	0.4	14.7	0.0	0.7	3.0	5.8	1.5	1.5	0.0
Marketing Unit in MOA	0.0	0.8	0.6	84.0	0.1	15.3	0.0	0.0	0.7	1.4	0.5	0.2	0.0
Subtotal Support for MOA	0.3	7.4	2.9	77.3	0.6	14.8	0.0	0.5	3.7	7.2	2.0	1.7	0.0
2. Commun. Mobil. and Sensitization, and Environmental Management	0.0	0.0	1.1	84.5	0.2	15.0	0.0	0.5	1.3	2.4	0.6	0.6	0.0
3. Support to District Advisory Services and Communities													
Support to District Irrigation Advisory Services	0.3	12.6	1.7	61.8	0.6	20.0	0.2	5.6	2.8	5.3	0.9	1.8	0.0
Formation of WUAs	0.0	0.2	2.6	84.5	0.5	15.3	0.0	0.0	3.0	5.8	1.5	1.5	0.0
Subtotal Support to District Advisory Services and Communities	0.4	6.1	4.3	73.7	1.0	17.6	0.2	2.7	5.8	11.2	2.5	3.3	0.0
4. Support to Bunda, NRC and MoA Training Colleges	0.0	0.0	0.3	85.0	0.0	15.0	0.0	0.0	0.3	0.6	0.2	0.1	0.0
Subtotal Institutional Development and Project Coordination	0.6	5.7	8.5	76.4	1.8	16.3	0.2	1.6	11.1	21.4	5.3	5.8	0.0
D. Project Coordination and Monitoring and Evaluation	0.0	1.6	2.0	82.1	0.4	16.3	0.0	0.0	2.5	4.8	1.3	1.1	0.0
Total Project Costs	2.8	5.4	40.0	76.7	8.0	15.4	1.3	2.5	52.1	100.0	27.3	22.6	2.0

Discrepancies in totals are due to rounding



ORGANIZATIONAL MANAGEMENT CHART



Federal

District

INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT
 APPENDIX VIII

Legend:
 Authority ———
 Cooperation ·····
 Coordination - - - -